

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARC EN CIEL RECYCLAGE

2 IMPASSE DES TROIS CHAUSSONS
69330 Meyzieu

Références : UDR-SSDAS-25-174-EM
Code AIOT : 0010600348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement ARC EN CIEL RECYCLAGE implanté 2 IMPASSE DES TROIS CHAUSSONS 69330 MEYZIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARC EN CIEL RECYCLAGE
- 2 IMPASSE DES TROIS CHAUSSONS 69330 MEYZIEU
- Code AIOT : 0010600348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THB a été autorisée par arrêté préfectoral du 21 juin 2004 modifié par arrêté

complémentaire du 06 décembre 2013 à exploiter un centre de tri, transit de déchets industriels dangereux et non dangereux.

A la suite du dépôt d'un Porter à Connaissance daté du 22 novembre 2018 traitant de l'installation d'une presse cisaille classée sous la rubrique 2791-2 et d'une augmentation de 200 m² de la rubrique 2713, un nouvel arrêté préfectoral daté du 13 février 2019 a abrogé les arrêtés antérieurs.

Par la suite, le site a connu deux changements d'exploitant, BUTIN-TERRIER succédant à THB le 17 mars 2022, puis ARC EN CIEL RECYCLAGE succédant à BUTIN-TERRIER le 02 mai 2023.

La dernière visite de l'inspection des installations classées date du 20 juin 2018.

L'exploitant actuel réalise toujours une activité de tri, transit de déchets dangereux et non dangereux mais dans des quantités et volumes différents de l'activité réglementée par l'arrêté préfectoral du 13 février 2019. Par ailleurs, les activités principales du site sont davantage associées à une déchetterie professionnelle relevant des rubriques 2710-1 et 2710-2.

L'exploitant indique qu'un Porter à Connaissance actualisant l'ensemble de ces éléments sera transmis à l'Inspection avant l'été 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement ICPE	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Porter à Connaissance	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Rétentions et confinement	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Ressources en eau et mousse	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Entreposage des déchets	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 8.1.2.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 4.2.2	Sans objet
4	Registre des déchets entrants et sortants	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 5.1.7	Sans objet
5	État des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 7.2.4	Sans objet
10	Conditionnement des déchets dangereux	AP Complémentaire du 13/02/2019, article 8.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que les activités réalisées par l'exploitant sont sensiblement différentes de celles contrôlées lors de la précédente inspection du site et réglementées par l'arrêté préfectoral du 13 février 2019. Deux changements d'exploitant ont été réalisés depuis cette inspection.

L'exploitant actuel indique qu'un Porter à Connaissance présentant les modifications administratives (classement ICPE, ajout de rubriques, modification de volumes / surfaces exploitées), les études de dangers et les impacts liés à ces modifications sera transmis prochainement à l'inspection. La réalisation d'une demande d'examen au cas par cas sera potentiellement nécessaire.

En complément du PAC attendu décrit dans le présent rapport et de la demande d'examen au cas par cas, l'Inspection demande à l'exploitant des justificatifs et mesures correctives concernant la signalisation des déchets entreposés, l'accès à la vanne de disconnexion et la gestion du risque incendie (Robins d'Incendie Armés et ressources en eau).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : <u>Article 1.2.1 : Classement ICPE</u> - Rubrique 2718-1 (A) (Quantité autorisée : 15 tonnes) Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. - Rubrique 2713-1 (E) (Surface de l'activité : 1200 m ²) Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. - Rubrique 2791-2 (DC) (8 tonnes / jour) Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. - Rubrique 2714-2 (150 m ³) Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. - Rubrique 2716 (NC) Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.
Constats : L'Inspection constate des différences entre le classement ICPE du site autorisé par l'arrêté préfectoral du 13 février 2019 et la réalité de l'activité du site constatée en inspection. Un Porter à Connaissance (PAC) actualisant le classement ICPE du site sera transmis à l'Inspection avant l'été 2025 (cf. article 1.6.1 : Modification du champ de l'autorisation). Par mail du 25 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection un tableau présentant le classement ICPE du site avec les activités actuelles.

- *Rubrique 2718-1 (A) : l'arrêté préfectoral du 13/02/2019 autorise une quantité de déchets dangereux de 15 tonnes*

L'exploitant indique que, pour la rubrique 2718-1, la quantité associée (15 tonnes) de déchets dangereux reste d'actualité. Le document transmis précise la typologie de déchets dangereux accueillie. L'Inspection indique à l'exploitant que les codes déchets associés devront être présentés dans le PAC.

Lors de la visite, l'Inspection constate la présence d'un stock de déchets dangereux (batteries, liquides, etc.) d'approximativement 10 tonnes (1 benne de batteries, 1 benne de DEEE, futs de carburants et d'huiles).

- *Rubrique 2713-1 (E) : l'arrêté préfectoral du 13/02/2019 autorisé une surface d'activité de déchets métalliques de 1200 m².*

L'exploitant indique que la rubrique 2713 -1 et la surface associée au stockage de déchets métalliques restent d'actualité (1200 m²).

Lors de la visite, l'Inspection constate une surface d'activité conforme aux éléments transmis pour ces déchets.

- *Rubrique 2791-2 (DC) : l'arrêté préfectoral du 13/02/2019 autorise une quantité de déchets traités de 9 tonnes / jour.*

L'exploitant indique que les activités liées à cette rubrique ne sont plus réalisées sur site actuellement car le site ne dispose plus de broyeur / cisailleur. Toutefois, l'exploitant indique souhaiter maintenir cette rubrique dans son arrêté préfectoral, réfléchissant à l'exploiter à nouveau.

- *Rubrique 2714-2 (D) : l'arrêté préfectoral du 13/02/2019 autorise un volume de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, textiles, bois de 150 m³.*

L'exploitant indique que la rubrique 2714-2 et le volume associé reste d'actualité.

Lors de la visite, l'Inspection constate que l'activité est effectivement réalisée et que le volume d'activité est conforme.

- *Rubrique 2710. Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719*

L'exploitant indique que son activité est dorénavant davantage orientée sur la collecte de déchets apportés par le producteur initial (déchetterie professionnelle). Aussi, il indique que les rubriques ICPE suivantes, actuellement non inscrites dans son arrêté préfectoral sont exploitées :

- Rubrique 2710-1a Déchets dangereux (A) : 24 tonnes de déchets dangereux (batteries, amiante, tubes fluorescents, eaux souillée, huiles, etc.).
- Rubrique 2710-2a Déchets non dangereux (E) : 311 m³ de déchets non dangereux (papiers, cartons, bois, déchets en mélange, etc.)

- Rubrique 2711. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719

L'exploitant indique son souhait d'exploiter la rubrique 2711-2 sous le régime de Déclaration avec Contrôle pour un volume de 200 m³. Il indique avoir contractualiser avec un éco-organisme pour accueillir et stocker des DEEE.

- Rubrique 2716. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1

L'arrêté préfectoral du 13 février 2019 réglementant l'activité du site indique que cette rubrique est réalisée en dessous du seuil ICPE (90 m³). L'exploitant souhaite augmenter son activité sous cette rubrique qui serait alors classée sous le régime de Déclaration avec Contrôle pour un volume supérieur à 100 m³.

Lors de la visite, l'Inspection constate qu'une activité classable au régime de Déclaration ICPE est effectivement réalisée par l'exploitant pour cette rubrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de transmettre un porter à connaissance afin d'actualiser son classement ICPE accompagné des éléments justificatifs nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Porter à Connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 1.6.1

Thème(s) : Situation administrative, Modification du champ de l'autorisation

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'Inspection indique à l'exploitant que les modifications présentées sont soumis à une demande d'examen au cas par cas telle que définie par l'article R122-2 du Code de l'environnement.

L'Inspection indique également à l'exploitant que les modifications présentées, et notamment le classement ICPE devront être incluses dans le PAC attendu.

Ce PAC devra également présenter, entre autres, les éléments suivants :

- Justification du caractère substantiel ou non des modifications demandées,
- Etude concernant les dangers relatifs aux modifications souhaitées, notamment concernant l'incendie du site (étude FLUMILOG des flux thermiques),
- Actualisation des différents plans transmis (plan des stockages, plan des réseaux, etc.).
- Descriptions des dispositions constructives coupe feux (dimension (longueur et hauteur des alvéoles de stockage)
- Présentation les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, poteaux incendie) (cf. point de contrôle n°8),
- Actualisation des calculs D9 / D9A et concernant la gestion des eaux d'extinction,
- Description de l'ensemble des déchets réceptionnés et code déchets associés (dangereux et non dangereux).
- Présentation des impacts liés au projet (ex : trafic routier, bruit, etc.),
- Comparaison aux prescriptions de l'Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de transmettre les documents suivants :

- Une demande d'examen au cas par cas selon l'article R122-2 du Code de l'environnement,
- Un Porter à Connaissance comprenant les éléments décrits dans les constats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Par mail du 11 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan des réseaux. L'Inspection constate que ce dernier comporte l'ensemble des réseaux ainsi que les équipements (bassin, séparateur et vanne d'isolement) présents sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 5.1.7

Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets entrants et sortants

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées tous les déchets entrants et sortants du site, incluant les déchets générés sur le site conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Constats :

L'Inspection a consulté le registre des déchets entrants et sortants pour l'année 2024 L'exploitant a également transmis ces éléments par mail du 25 avril 2025. Ce registre contient l'ensemble des informations requises notamment les dates d'entrées et sorties, la quantité et typologie de déchets, les codes déchets, les identités des producteurs, destinataires et transporteurs et les codes de traitement. Sur l'année 2024, l'exploitant comptabilise 4300 tonnes de déchets en entrées et 3897 tonnes de déchets en sorties.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant dispose d'un état des stocks des matières combustibles présents au sein de son installation. Ce document est régulièrement mis à jour.</p> <p>L'Inspection constate que l'état des stocks est mis à disposition des services d'incendie et de secours au sein d'un casier à l'entrée du site. La dernière mise à jour du document date du 23 avril 2025.</p> <p>L'Inspection suggère à l'exploitant d'intégrer le plan des stockages présenté en visite dans les documents tenus à disposition des services d'incendie et de secours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate le système de surveillance mise en place par l'exploitant. Le site est télésurveillé grâce à 10 caméras 24h/24. La surveillance du site est assurée hors heure ouvrée par la société Viatch qui est contactée en cas de déclenchement des alarmes. Un agent réalise alors une levée de doute avant, si nécessaire, appel de l'exploitant et des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant dispose également d'une caméra thermographie portative. Des rondes régulières sont réalisées permettant de contrôler les points chauds.</p> <p>Par mail du 25 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection la consigne relative à l'utilisation de la caméra thermographique. Cette consigne décrit les modalités d'utilisation de l'outil (sécurité, mode d'emploi, utilisation sur site) et la procédure à suivre en cas d'alerte.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que les prescriptions liées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 concernant la mise en place de rondes seront applicables au 01 janvier 2026.</p>

Des précisions concernant l'organisation de ces rondes seront alors demandées (fréquence, parcours, formation du personnel, matériel utilisé, etc.). L'Inspection indique à l'exploitant de se mettre en conformité dans les délais réglementaires concernant l'organisation de ces rondes. Une comparaison à l'ensemble des prescriptions de cet arrêté ministériel est demandée dans le PAC attendu (cf. point de contrôle n°2).

L'Inspection constate également que le site est clôturé sur l'intégralité de son périmètre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Constats :

L'Inspection constate que l'ensemble des produits liquides dangereux sont stockés sur des rétentions adaptées.

L'Inspection constate la présence d'un bassin permettant de recueillir les eaux d'extinctions / polluées. Une vanne de disconnexion est présente à proximité de ce dernier. L'Inspection constate qu'un mode d'emploi est affiché concernant l'utilisation de cette vanne mais que celle-ci n'est pas signalée correctement par un panneau à proximité.

De plus, l'Inspection note que cette dernière est inaccessible car située sur une partie du bassin s'avérant inatteignable. Ainsi, la vanne ne pourrait être actionnée en cas d'incendie / incident empêchant le confinement des eaux polluées.

Des justificatifs sont demandés à l'exploitant sur ce point. Par mail du 25 avril 2025, l'exploitant a transmis des consignes plus précises concernant les procédures à appliquer en cas de déversement accidentel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois : - de rendre accessible et de signaler la vanne de disconnexion, - de transmettre les éléments démontrant de la réalisation de ces actions (bon de travaux, devis, photographies, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • d'au minimum 3 Robinets d'Incendie Armés (RIA) ; • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (à minima semestrielle) de la disponibilité des débits.</p>
Constats : L'Inspection constate que l'exploitant dispose d'un nombre d'extincteurs suffisants et répartis sur l'ensemble du site, de réserves de sable et d'absorbant en cas de déversement accidentel de liquides, de moyens d'alerte des services d'incendie et de secours et de plans des bâtiment et

<p>autres documents facilitant leur intervention.</p> <p>L'exploitant indique à l'Inspection que les Robinets d'Incendies Armés peuvent être inutilisables en hiver à cause du gel. Ces outils doivent pouvoir être utilisables quelque soit les conditions météorologiques.</p> <p>L'exploitant indique également que le poteau incendie le plus proche du site est situé à plus de 100 mètres de l'installation. Effectivement, l'Inspection constate que ce dernier est situé entre 150 et 250 mètres pour le point le plus éloigné de l'installation (les distances prises en compte sont celles praticables par les services d'incendie et de secours). L'exploitant doit également garantir la possibilité d'assurer un débit minimal de 60 m³/h durant deux heures.</p> <p>Des justificatifs concernant la gestion du risque incendie et la disponibilité des moyens d'extinctions sont demandés à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre les éléments démontrant de la possibilité d'utiliser les Robinets d'Incendies Armés à tout moment, quelque soit les conditions météorologiques. - de transmettre les éléments permettant de garantir la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie (à minima 60 m³/h durant deux heures), ceci selon les distances réglementaires. <p>Ces éléments devront être intégrés au PAC attendu (cf. point de contrôle n°2) et susceptibles d'être actualisés en fonction des résultats du calcul D9 / D9A demandé dans ce dernier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 8.1.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, recyclage...).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Les bennes de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois ou non inertes sont stockées à plus de 10 mètres des limites de propriété.</p> <p>Le nombre de bennes de ce type de déchets est limité à 5 sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 11 avril 2025, l'exploitant a transmis un plan localisant les stockages de déchets réalisés au sein de son exploitation.</p>

L'inspection du 24 avril 2025 a permis de constater la concordance de l'activité réalisée avec le plan transmis. Le stockage réalisé au sein des alvéoles de stockages est correctement séparé par typologie de déchets. L'exploitant respecte les hauteurs limites de stockage (6 mètres). Il indique que les blocs bétons constituant les alvéoles de stockage mesurent 90 centimètres de hauteur, les alvéoles de stockage les plus hautes étant constituées de 5 blocs, elles mesurent donc au maximum 4,5 mètres. L'inspection constate qu'aucun stockage ne dépasse la hauteur des alvéoles.

L'inspection constate que le stockage de bois A est réalisé en partie en dehors de l'alvéole dédiée. L'inspection demande à l'exploitant d'être vigilant sur ce point et, en fin de journée, de s'assurer du stockage de l'ensemble des déchets dans les alvéoles dédiées.

L'inspection constate également que les alvéoles ne sont pas clairement repérées. Les affichages sont parfois manquants, parfois incorrects. Des mesures correctives sont demandées à l'exploitant sur ce point.

Par mail du 25 avril 2025, l'exploitant a transmis un document décrivant les conditions de stockage pour l'ensemble des déchets réceptionnés, et plus généralement les conditions d'exploitation du site (sécurité, incendie, alerte, procédures accident et déversement, déchets admis / refusés, procédures de réception).

L'inspection constate qu'aucune benne de déchets non dangereux n'est stockée à moins de 10 mètres des limites de propriété. De plus, moins de 5 bennes contenant des déchets non dangereux sont présentes sur site. L'exploitant indique à l'inspection que ces prescriptions spécifiques sont liées à l'ancienne activité du site et qu'elles n'ont plus de raison d'exister dans les conditions d'exploitation actuelles. L'exploitant a modifié la localisation et les volumes des stockages réalisés et ajouter des blocs bétons coupe-feu en comparaison de l'ancienne activité, ce qui limiterait, en théorie, le risque de propagation d'un incendie.

L'inspection indique à l'exploitant que l'étude des flux thermiques attendue, qui devra être intégrée au PAC demandé (point de contrôle n°2), permettra d'étudier les flux thermiques liés au stockage réel du site. Le cas échéant, si ces études démontrent de l'absence de risques liés à l'incendie, les prescriptions spécifiques de l'arrêté préfectoral, pourraient être supprimées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois :

- de s'assurer de la cohérence de l'affichage de l'ensemble des alvéoles de stockage.

Ces éléments seront tenus à disposition de l'inspection et susceptibles d'être contrôlés lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Conditionnement des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2019, article 8.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Conditionnement des déchets dangereux

Prescription contrôlée :

Le conditionnement des déchets est réalisé :

- en fûts, en caisses ou bonbonnes pour les produits reçus dans leurs emballages et ne nécessitant pas de transvasement ;
- en caisses ou cartons d'une capacité unitaire inférieure ou égale à 1 000 litres pour les tubes fluorescents et autres lampes usagées relevant de la rubrique 20 01 21 de la nomenclature nationale des déchets précitée ;
- en containers de 1 m³ maximum pour les produits liquides ;
- en "big-bags" d'un volume unitaire n'excédant pas 2 000 litres pour le stockage des matériaux contenant de l'amiante à l'exception des plaques d'amiante-ciment qui peuvent être stockées à l'extérieur sur des palettes filmées.

Le conditionnement des terres souillées relevant des codes 17 05 03 et 17 05 04 se fait dans des fûts métalliques de 200 litres.

Les piles usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur stockage sera réalisé dans des fûts ou caisses fermées étanches à l'abri de l'humidité.

Les fûts sont à couvercle à ouverture totale maintenue fermée hermétiquement par un cerclage métallique.

Constats :

L'Inspection constate que les déchets dangereux suivants sont stockés sur site, dans les conditions détaillées ci-dessous :

Les batteries sont stockées au sein de bacs placés sur rétention,

Les liquides dangereux sont stockés dans des bidons placés sur rétentions,

Lors de la visite, l'inspection n'a pu vérifier la présence de stockage de déchets d'amiante.

L'exploitant indique stocker occasionnellement ce type de déchets. Par mail du 25 avril 2025, il a transmis à l'Inspection la procédure de réception, de stockage et d'étiquetage des déchets d'amiante.

L'exploitant ne stocke pas de terres souillées classées déchets dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite